

Conseil du Centre

74^e session, Turin, 1- 2 novembre 2012

CC 74/2

POUR DISCUSSION ET ORIENTATION

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport intérimaire sur les activités du Centre en 2012

Introduction

1. L'année 2012 est la première année de mise en œuvre du Plan stratégique pour 2012-15 (« le Plan ») adopté par le Conseil du Centre lors de sa 73^e session en novembre 2011. Par conséquent, ce rapport portant sur le premier semestre de 2012 est présenté sous un nouveau format orienté sur l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés dans le programme et budget pour 2012, ainsi que des perspectives et défis à relever pour atteindre ces cibles d'ici la fin de l'année.
2. Le Centre évolue dans un contexte financier de plus en plus difficile marqué par la réduction des budgets publics pour l'aide au développement. Pour la première fois depuis des décennies, le gouvernement italien n'a pas été en mesure d'apporter une contribution volontaire au budget du Centre. Le troisième plus grand donateur bilatéral, le gouvernement espagnol, n'a pas pu honorer l'engagement pris envers la commission mixte Espagne-OIT en 2011. En outre, la mise en commun des ressources avec l'OIT a dû composer avec le traditionnel départ en douceur de la collaboration en début de biennat.
3. En raison de la réduction progressive des fonds non réservés et de la lenteur de la mise à disposition des fonds de l'OIT pendant la première partie du biennat, le Centre a concentré ses efforts sur un nombre plus limité d'académies, certaines activités de ce type organisées en 2011 n'étant prévues qu'un an sur deux. Les académies qui se sont tenues au premier semestre de 2012 ont de nouveau été un succès au niveau de la participation et des réactions. Les fonds provenant des excédents budgétaires des exercices précédents ont été affectés aux académies et aux cours centraux, notamment aux programmes pour les employeurs et les travailleurs.
4. Dans le cadre de la *Turin School of Development*, les travaux préparatoires ont été finalisés, et en 2013 tous les cours proposés seront des masters et une version espagnole des masters en patrimoine mondial au travail et en gestion de projets culturels pour le développement sera offerte en partenariat avec l'Université de Barcelone. La possibilité d'organiser un master en français est également à l'étude. Enfin, un programme pilote de doctorat a été lancé en collaboration avec le Comité directeur sur la stratégie de gestion de l'information et des connaissances du BIT.
5. Un Fonds d'innovation a été créé en 2012, alimenté par 300 000 euros provenant des excédents des exercices précédents. Onze projets de financement par ce mécanisme ont été approuvés afin de promouvoir le développement de nouveaux produits de formation et de diversifier les méthodes de délivrance. Le Plan d'action basé sur les résultats en matière de genre pour 2012-15 a été adopté, qui couvre les ressources humaines, la substance et la structure des opérations du Centre.
6. Les paragraphes suivants du présent rapport donnent:
 - des informations sur les actions menées au cours des six premiers mois de 2012 en ce qui concerne les cinq priorités stratégiques fixées dans le Plan;
 - un aperçu des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs intermédiaires pour 2012 pour chaque indicateur;
 - des prévisions pour la seconde moitié de l'année.
7. L'annexe I consiste en une série de tableaux et graphiques donnant des informations générales sur les activités de formation. L'annexe II présente un résumé du programme et budget pour 2012.

Rapport intermédiaire d'exécution

Priorité 1: Introduction d'un cadre axé sur les résultats aligné sur le cadre stratégique de l'OIT pour 2010-15

8. Le Centre a examiné et mis à jour ses outils de collecte et de contrôle des données dans le cadre de l'effort de renforcement de sa capacité à enregistrer et à traiter les données pertinentes pour l'alimentation des indicateurs et la réalisation des cibles. Les bases de référence et les indicateurs établis fournissent déjà de précieuses informations sur les progrès réalisés au niveau des priorités institutionnelles et des objectifs. Le Centre a continué à participer au processus d'examen et de mise à jour des plans de travail axés sur les résultats de l'OIT et a été impliqué dans la préparation des propositions de programme et budget de l'OIT pour 2014-15. Les activités du Centre sont systématiquement liées aux résultats correspondants de l'OIT afin de pouvoir mesurer la contribution réelle des programmes de formation et d'apprentissage aux 19 résultats.

Priorité 2: Renforcement du rôle de gouvernance du Conseil du Centre

9. Le format de ce rapport intermédiaire a été modifié afin de fournir des données et des informations qui aideront le Conseil à exercer son rôle de contrôle et de guidance. Une spécialiste des normes IPSAS a été recrutée pour veiller à ce que le Centre atteigne l'objectif de conformité IPSAS totale d'ici à la fin de l'année. Le Bureau de l'audit interne et du contrôle présente au Conseil un rapport annuel qui résume les conclusions et recommandations de ses missions d'audit ou d'enquête. Les Règles de gestion financière du Centre ont été révisées et mises à jour et sont soumises au Conseil pour approbation.

Priorité 3: Diversification de la base de financement et extension de la portée

10. Le Centre a mené un dialogue actif avec les donateurs potentiels, notamment des gouvernements (Allemagne, Australie, Brésil, Chili, Inde, Japon, Luxembourg, Norvège), des organisations multilatérales (Banque africaine de développement et Banque européenne d'investissement) et des acteurs non étatiques (*MasterCard Foundation, Qatar Foundation, Statoil, ENEL, ENI, Almenara Middle East*). Des informations actualisées sur les résultats de ces discussions seront données lors de la réunion du Conseil.
11. Le gouvernement italien a financé de nouveaux projets pour un montant total d'environ un million d'euros. Des contributions ont été reçues, ou sont attendues, des agences de développement allemande, australienne, autrichienne, française, japonaise, luxembourgeoise et suisse, de partenaires du Système des Nations Unies tels que la FAO, le PNUD, la CEA, le HCR ou ONU-Femmes, ainsi que d'entités non étatiques comme la FIIAPP et NUFFIC. Les institutions nationales d'enseignement et de formation professionnels d'Arabie Saoudite (TVTC) et d'El Salvador (INSAFORP) ont renouvelé et étendu leur coopération avec le Centre en 2012. La participation aux appels d'offres a été renforcée. Le rôle joué par le Centre dans la stratégie globale de mobilisation de ressources et de partenariat de l'OIT a fait l'objet en juillet 2012 d'un réexamen avec la direction du Département des partenariats et de la coopération au développement (PARDEV), et plusieurs mesures concrètes ont été adoptées dans le sens d'une meilleure intégration du Centre dans les stratégies de coopération technique et de mobilisation de ressources de l'OIT.
12. En début d'année, le Centre a signé avec le Service fédéral de médiation et de conciliation des États-Unis d'Amérique un accord de collaboration pour la réalisation conjointe d'activités de formation. De nouveaux partenariats avec des institutions nationales de formation du Brésil, de Chine, du Liban, du Pérou, de Russie et du Viet Nam ont été évoqués ou officiellement conclus. La collaboration avec les syndicats s'est renforcée avec la signature d'un accord avec les instituts de formation de CC.OO. et de l'UGT (Espagne). Enfin, à la suite de la signature d'un

protocole d'accord avec l'École des cadres du Système des Nations Unies (ECSNU) et l'UNITAR, la première Université d'été des Nations Unies aura lieu en août 2012.

13. Dans le cadre de la collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, le Centre s'est vu confier par le DAES le soin d'organiser au second semestre 2012 le cours d'introduction destiné aux jeunes fonctionnaires et aux boursiers.

Priorité 4: Réforme des procédures opérationnelles et administratives internes

14. Les réformes internes suivantes ont été mises en œuvre:

- les recommandations découlant de l'examen des processus métiers (BPR) entamé en 2011 sont en cours d'application, avec un accent particulier sur la rationalisation du flux de travail lié à la gestion financière et à la divulgation des informations. Une équipe de projet ad hoc a été chargée de contrôler l'application de ces recommandations;
- les Services financiers ont été réaménagés afin de tenir compte des recommandations formulées de longue date par le vérificateur aux comptes et l'auditeur interne;
- deux programmes techniques, à savoir Normes et principes et droits fondamentaux au travail et Coordination des questions de genre et non-discrimination, ont fusionné;
- les équipes des programmes actifs dans le secteur de l'emploi ont été réorganisées afin de mieux faire correspondre leurs mandats et les compétences disponibles;
- les fonctions et l'organisation du Service du développement de programmes et de la coopération régionale ont été revues;
- un plan stratégique pour 2012-15 dans le domaine des technologies de l'information et de la communication a été adopté.

Priorité 5: Mise à niveau des infrastructures du campus

15. Plusieurs améliorations ont été apportées aux infrastructures du campus, en particulier pour renouveler les équipements, renforcer la sécurité, technologiques, perfectionner les installations didactiques et hôtelières et verdifier le campus. Les travaux ont englobé:

- l'adaptation des trottoirs et des entrées des bâtiments afin de faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite;
- le remplacement des installations de traitement d'air obsolètes de deux pavillons par des appareils plus efficaces sur le plan énergétique;
- le réaménagement de salles de classe et de bureaux et la création de bureaux supplémentaires;
- la mise à jour des infrastructures hôtelières (remplacement des télévisions et augmentation du nombre de chaînes);
- l'installation de caméras vidéo dans les zones publiques des infrastructures hôtelières afin de renforcer la sécurité;
- la rénovation de l'entrée principale du campus.

Résultat 1: La formation pertinente et efficace renforce la capacité institutionnelle des mandants de l'OIT à contribuer efficacement aux programmes par pays de promotion du travail décent et à relever les défis liés au développement

Ce résultat entend mesurer la mesure dans laquelle les activités de formation délivrées par le Centre aux mandants de l'OIT contribuent à la réalisation des résultats de l'OIT et à l'Agenda du travail décent aux niveaux national et mondial. Il est étroitement lié au mandat confié au Centre dans le suivi de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et de la stratégie transversale de l'OIT de développement des capacités des mandants, tel que formulé dans le cadre stratégique pour 2010-15 et les propositions de programme et de budget pour 2012-13.

Indicateur 1.1: Nombre de participants, ventilé par genre, représentant les mandants tripartites par rapport au nombre total de participants

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
1 346 participants employeurs	1 500 participants employeurs	258 participants employeurs	750 participants employeurs
1 937 participants travailleurs	2 200 participants travailleurs	800 participants travailleurs	1 500 participants travailleurs
1 293 participants venant de ministères du Travail	1 500 participants venant de ministères du Travail	283 participants venant de ministères du Travail	750 participants venant de ministères du Travail
3 500 autres participants gouvernementaux	3 500 autres participants gouvernementaux	1 954 autres participants gouvernementaux	4 000 autres participants gouvernementaux
40,2 pour cent de femmes	42 pour cent de femmes	46 pour cent de femmes	43 pour cent de femmes

Commentaires: Le volume et la répartition des activités en 2012 ont été affectés par la réduction des fonds non réservés, l'annulation du financement originellement approuvé par l'Espagne et le lent démarrage des activités en début de biennat. La diminution de ces fonds a été partiellement compensée par l'obtention de nouveaux projets par la négociation directe ou la participation à des appels d'offres. Quoiqu'il en soit, le portefeuille d'activités actuel a un impact sur la participation des mandants de l'OIT. Pour ce qui est de la participation des gouvernements et des institutions publiques, les données pourraient ne pas être fiables à 100 pour cent parce qu'il est parfois difficile d'identifier la nature juridique et statutaire des organisations qui envoient des participants aux cours réguliers du Centre. Le nombre relativement grand de représentants de gouvernements et d'autres institutions publiques s'explique essentiellement par la réalisation de deux grands projets sur les marchés publics dans les Balkans et au Rwanda et d'un programme de formation pour les dirigeants et formateurs de l'Institut d'enseignement et de formation professionnels d'Arabie saoudite. Le taux de participation féminine est largement supérieur à la base de référence de 2010 et à l'objectif pour 2012. C'est dû en partie à la hausse du nombre de participants européens, parmi lesquels les femmes sont traditionnellement plus nombreuses.

Indicateur 1.2: Utilisation par les participants des connaissances et compétences acquises

Base de référence (2011)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
99,4 des anciens participants répondant aux questionnaires ex-post indiquaient que leurs performances se sont améliorées à la suite de la participation aux activités de formation et d'apprentissage du Centre.	60 pour cent des anciens participants venant de ministères du Travail et d'organisations d'employeurs et de travailleurs répondant aux questionnaires ex-post indiquent que leurs performances se sont améliorées à la suite de la participation à des activités de formation et d'apprentissage du Centre.	À déterminer	90 pour cent des anciens participants répondant aux questionnaires ex-post indiquent que leurs performances se sont améliorées à la suite de la participation aux activités de formation et d'apprentissage du Centre.

Commentaires: La base de référence de 2011 et les données pour 2012 sont calculées selon la méthodologie et la portée actuelles des questionnaires ex-post, qui ne concernent que les participants aux cours réguliers du Centre. Les questionnaires ex-post sont envoyés six mois après la fin de l'activité. En 2011, 180 anciens participants aux cours réguliers venant de ministères du Travail ou d'organisations d'employeurs ou de travailleurs y ont répondu, soit 37,5 pour cent du total. Quelque 500 représentants de ministères du Travail ou d'organisations d'employeurs ou de travailleurs qui ont participé à des cours réguliers au premier semestre 2012 seront interrogés entre la mi-2012 et la mi-2013. Les résultats finaux ne seront connus qu'au second semestre 2013. Pratiquement tous les anciens participants répondant au questionnaire ont déclaré avoir noté une amélioration de leurs performances professionnelles à la suite de la formation. Cependant, la majorité des anciens participants n'a pas répondu, ce qui peut être dû à diverses raisons, telles que le changement d'adresse, les difficultés technologiques, le manque de temps, le manque d'intérêt, etc.

Indicateur 1.3: Utilisation par les institutions des connaissances et compétences acquises par les participants

Base de référence (2011)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
16 pour cent des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	10 pour cent des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	Aucune institution n'a encore été questionnée pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	14 pour cent des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre

Commentaires: La base de référence de 2011 et les données pour 2012 sont calculées selon la méthodologie et la portée actuelles des questionnaires ex-post, qui ne concernent que les participants aux cours réguliers du Centre. L'impact sur les institutions est évalué à travers les témoignages directs des anciens participants. En 2011, 1 246 institutions gouvernementales et organisations d'employeurs ou de travailleurs ont fait l'objet d'une telle évaluation; le Centre a reçu 418 réponses (29,8 pour cent), dont 383 (91,6 pour cent) qui indiquaient une amélioration des performances institutionnelles. Les réactions des superviseurs des participants ne sont pas encore collectées de manière systématique, sauf dans le cas d'exercices spécifiques d'évaluation d'un projet ou programme. Dans pareil cas également, la majorité des répondants indiquent un impact positif sur l'institution. L'absence d'amélioration peut être due à la non-correspondance des compétences nécessaires pour le poste et celles acquises pendant la formation, mais aussi au manque de possibilités de les appliquer de la part des anciens.

Indicateur 1.4: Volume des revenus générés par les activités de formation liées aux 19 résultats de l'OIT			
Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
76 pour cent	78 pour cent des revenus générés par les activités de formation	68,6 pour cent des revenus générés par les activités commencées ou achevées	75 pour cent des revenus générés par les activités de formation
<p>Commentaires: Cet indicateur est particulièrement sensible au mode de financement des activités du Centre. La combinaison de la réduction des fonds non réservés et du lent démarrage des activités conjointes avec l'OIT au début de chaque biennat accroît la dépendance du Centre vis-à-vis de la demande payante et des appels d'offres, pour lesquels l'accent thématique est fixé avant l'intervention du Centre. Ainsi, un grand programme sur les marchés publics a été délivré au premier semestre 2012. La balance devrait remonter au cours du second semestre 2012, de plus nombreuses activités liées à l'OIT étant prévues pendant cette période.</p>			

Indicateur 1.5: Pourcentage d'activités de formation du Centre conçues et réalisées avec des départements techniques du BIT et des bureaux de l'OIT			
Base de référence (2011)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
65,8 pour cent	50 pour cent	52,7 pour cent	60 pour cent
<p>Commentaires: Cet indicateur couvre aussi bien les activités sur mesure conçues et réalisées à la demande du et en collaboration avec le Siège que l'implication active des départements techniques et spécialistes du BIT dans la délivrance de cours réguliers et d'académies. Les données montrent que le niveau de collaboration entre le Centre et les départements techniques du BIT et les bureaux de l'OIT est élevé, même si elle est parfois ponctuelle et décentralisée. Dans certains domaines, tout le programme de formation du Centre est conçu et réalisé en coopération avec les départements techniques pertinents du BIT.</p>			

Indicateur 1.6: Réalisation de programmes de développement et de formation du personnel du BIT			
Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
517 membres du personnel	550 membres du personnel	418 membres du personnel	600 membres du personnel
<p>Commentaires: Les activités réalisées pour des membres du personnel du BIT au premier semestre 2012 englobent le lancement de modules d'autoapprentissage introductifs sur les normes internationales du travail, le tripartisme et l'égalité des genres; deux ateliers de partage des connaissances sur les emplois verts et un sur SCORE; une nouvelle édition des cours sur les compétences de recherche, la conception et la réalisation de projets; un cours d'orientation pour les nouveaux fonctionnaires; et un nouveau cours sur la mobilisation de ressources provenant de l'Union européenne. On observe en outre une tendance générale positive pour la participation des membres du personnel du BIT aux cours réguliers du Centre.</p>			

Résultat 2: Les décideurs politiques font connaissance avec et sont sensibilisés aux normes internationales du travail, au tripartisme, aux valeurs, politiques et outils de l'OIT

Ce résultat entend évaluer dans quelle mesure le soutien apporté par le Centre aux programmes de formation, d'apprentissage et de développement des ressources humaines de partenaires extérieurs réputés contribue à l'objectif double de promotion du développement durable et de la gouvernance et de diffusion auprès d'un public élargi des valeurs, politiques et outils de l'OIT, en particulier des normes internationales du travail et du tripartisme.

Indicateur 2.1: Nombre d'activités de formation organisées en partenariat avec une institution de formation ou académique nationale, régionale ou internationale

Base de référence (2011)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
17,3 pour cent des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	10 pour cent des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	25,6 pour cent des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	24 pour cent des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques

Commentaires: Cet indicateur a été mesuré pour la première fois en 2011. Il ressort qu'un grand nombre d'activités est déjà mis en œuvre avec des institutions internationales, régionales ou nationales de formation, de recherche ou académiques. Certaines de ces activités sont le résultat de partenariats institutionnels, d'autres d'une collaboration ad hoc.

Indicateur 2.2: Nombre annuel de participants, ventilé par genre, et de jours/participant

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
13 730 participants 102 365 jours-participant 43,2 pour cent de femmes	12 500 participants 100 000 jours-participant 44 pour cent de femmes	4 849 participants 40 946 jours-participant 48 pour cent de femmes	10 900 participants 90 000 jours-participant 45 pour cent de femmes

Commentaires: La légère baisse attendue du volume général des activités est, comme indiqué plus haut, la conséquence de la réduction des fonds non réservés, de l'annulation du financement originellement approuvé par l'Espagne et du lent démarrage des activités au début du nouveau biennat.

Indicateur 2.3: Niveau de satisfaction des participants quant à la qualité de la formation et à sa pertinence pour les objectifs institutionnels, relevé par le biais des questionnaires d'évaluation en fin de cours, des questionnaires ex-post et des commentaires venant du réseau des anciens participants

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
Le score moyen était de 4,4 sur une échelle de 1 à 5.	Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours atteint 4,5.	Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours atteignait 4,43.	Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours devrait être entre 4,4 et 4,5.

Commentaires: L'analyse comparative des commentaires des participants en 2011 et au premier semestre 2012 donne des résultats fort semblables. Une légère amélioration a été relevée pour les deux questions qui reçoivent traditionnellement la note la plus basse, à savoir l'information préalable à l'activité et l'intégration effective de la dimension de genre dans la conception et la réalisation du cours.

Résultat 3: Toutes les ressources du Centre sont utilisées de manière efficace et efficiente

Ce résultat entend mesurer les effets des efforts déployés par le Centre pour diversifier la base de financement de ses opérations, pour faire le meilleur usage possible de ses ressources et pour assurer les investissements requis pour améliorer la qualité et la rentabilité de son action.

Indicateur 3.1: Renforcer la diversification et la prévisibilité des ressources financières du Centre

Base de référence (2008-11)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
157 millions d'euros	Mobiliser un volume global de 40 millions d'euros en contributions directes et recettes propres en 2012 et conclure des accords avec au moins deux nouveaux bailleurs de fonds.	Quelque 12 millions d'euros mobilisés pour le financement d'activités de formation et environ un million pour les publications. Contributions directes reçues ou confirmées pour un montant de 11,5 millions d'euros. Pas de nouveau bailleur de fonds.	Au 31 décembre 2012, environ 37,8 millions d'euros devraient avoir été mobilisés via les activités de formation, les publications, les autres recettes, les contributions directes et l'excédent des exercices précédents. Au moins un bailleur de fonds devrait être confirmé.
Base de référence (2010) 2 nouveaux bailleurs de fonds			

Commentaires: La diversification des sources de financement, tout comme la réponse aux demandes payantes et aux appels d'offres, est entravée par la réduction du budget de la coopération au développement de la plupart des donateurs. Le Centre a cherché d'autres bailleurs de fonds à travers des contacts directs et grâce à une meilleure intégration dans les stratégies et mécanismes de mobilisation des ressources de l'OIT. Des initiatives ont été menées auprès de nouveaux donateurs, notamment le Chili, le Japon, la Norvège et la Suisse, ainsi qu'auprès de la *MasterCard Foundation*, mais elles ne devraient pas déboucher sur un financement concret avant 2013.

Indicateur 3.2: Coût du personnel administratif et d'appui, en pourcentage du coût total du personnel

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
37 pour cent	36 pour cent	35 pour cent	36 pour cent

Commentaires: Avec la rationalisation des processus et la réorganisation des certaines unités administratives, la cible fixée pour 2012 devrait être atteinte. La situation au 30 juin 2012 ne reflète que les coûts totaux enregistrés à cette date et n'inclut pas le total des dépenses prévues. Par exemple, les coûts liés aux avantages du personnel et les engagements pour les frais de fonctionnement ne sont relevés qu'à la fin de l'année.

Indicateur 3.3: Réaction rapide de la Direction aux recommandations prioritaires des audits interne et externe

Base de référence (2011)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
Audit interne: 26 pour cent Audit externe: 75 pour cent	Toutes les recommandations prioritaires des audits interne ou externe formulées en 2011 font l'objet d'une réaction de la Direction en 2012.	Audit interne: 74 pour cent Audit externe: 86 pour cent	Audit interne: 80 pour cent Audit externe: 95 pour cent

Commentaires: Toutes les recommandations hautement prioritaires des audits externe et interne qui peuvent être mises en œuvre à court terme seront envisagées d'ici la fin de l'année. Un tableau sur l'état de mise en œuvre des recommandations de l'audit interne sera présenté au Conseil en 2012.

Indicateur 3.4: Investissement dans le développement du personnel en pourcentage de la masse salariale totale

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
0,3 pour cent de la masse salariale	0,8 pour cent de la masse salariale	0,5 pour cent de la masse salariale	0,7 pour cent de la masse salariale

Commentaires: Plusieurs activités de formation ont été organisées au premier semestre 2012, dont un la phase pilote d'un programme d'accompagnement (« *coaching* »). Toutes les demandes de formation individuelles ont été satisfaites quand elles étaient basées sur des besoins identifiés et étaient appuyées par les chefs de programmes.

Indicateur 3.5: Meilleur équilibre de genre et meilleure répartition géographique du personnel de la catégorie professionnelle

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2012	Prévisions pour le 31 décembre 2012
38 pour cent de femmes 31 pour cent originaires de pays hors Europe	40 pour cent de femmes 35 pour cent originaires de pays hors Europe	43 pour cent de femmes 34 pour cent originaires de pays hors Europe	43 pour cent de femmes 34 pour cent originaires de pays hors Europe

Commentaires: Bien que les mouvements de personnel au sein de la catégorie professionnelle aient été limités au cours de la période à l'examen, une attention accrue a été prêtée à la réduction du déséquilibre au niveau du genre et de la répartition géographique, par le biais d'une approche plus efficace des catégories sous-représentées, qui a débouché sur une amélioration notable sur les deux points précités.

Indicateur 3.6: Utilisation accrue des installations du Centre, y compris des infrastructures hôtelières, pédagogiques et de conférence			
Base de référence (2010) Taux d'occupation des chambres: 63 pour cent Taux d'occupation des infrastructures de formation: 58 pour cent.	Cible Taux d'occupation des chambres: 65 pour cent Taux d'occupation des infrastructures de formation: 60 pour cent	Situation au 30 juin 2012 Taux d'occupation des chambres: 53 pour cent. Taux d'occupation des infrastructures de formation: 54 pour cent.	Prévisions pour le 31 décembre 2012 Taux d'occupation des chambres: 61 pour cent. Taux d'occupation des infrastructures de formation: 56 pour cent.
Commentaires: La base de référence pour cet indicateur a été établie en tenant compte des résultats de 2010, année particulièrement positive pour le Centre. En 2011, les taux d'occupation des chambres et des infrastructures de formation ont baissé de 2 pour cent par rapport à 2010 en raison de la réduction du nombre d'activités, de participants et de jours-participant. Les données disponibles pour le premier semestre 2012 montrent une diminution ultérieure de 2 pour cent par rapport à la même période en 2011. Il convient de noter que le premier trimestre affiche traditionnellement des taux d'occupation plus faibles, un grand nombre d'activités se déroulant normalement au second semestre. Cela explique les chiffres relativement bas relevés au 30 juin 2012.			

Indicateur 3.7: Qualité des infrastructures hôtelières			
Base de référence À établir en 2012	Cible Lancer la procédure d'enregistrement auprès de la chambre de commerce	Situation au 30 juin 2012 Des contacts ont été noués avec la chambre de commerce et avec la Région Piémont pour évaluer l'éligibilité du Centre pour le système de classement par étoiles.	Prévisions pour le 31 décembre 2012 Le Centre aura lancé la procédure de certification de ses infrastructures hôtelières dans le cadre du système de classement par étoiles ou d'un autre programme de certification de la qualité.
Commentaires: Le système de classement par étoiles est régi par la législation régionale et géré par la Région Piémont, en collaboration avec la Ville de Turin et la Province. L'enregistrement auprès de la chambre de commerce est une des exigences de base pour l'accès au processus de certification. Il convient de noter que le système de classement par étoiles est normalement réservé aux infrastructures hôtelières à vocation commerciale. Des discussions sont en cours entre l'administration du Centre et la Région Piémont pour déterminer si les infrastructures du Centre peuvent faire l'objet d'un classement par étoile malgré leur nature non commerciale.			

Indicateur 3.8: Statut environnemental du campus			
Base de référence À établir en 2012	Cible Lancer la procédure pour l'obtention du drapeau vert	Situation au 30 juin 2012 Le Centre s'est inscrit au programme Éco-École de la Fédération pour l'éducation à l'environnement en Europe (FEEE) en vue d'obtenir le drapeau vert.	Prévisions pour le 31 décembre 2012 Un audit environnemental des opérations du Centre a été mené et un plan d'action a été rédigé, qui sont les deux premières étapes requises par le programme Éco-École.
Commentaires: Le programme Éco-École se compose de sept étapes qu'il faut absolument franchir pour obtenir le drapeau vert. Avec l'adoption d'une déclaration de politique environnementale, le Centre a déjà accompli une des sept étapes. Deux autres seront franchies d'ici la fin de l'année.			

Gestion des risques

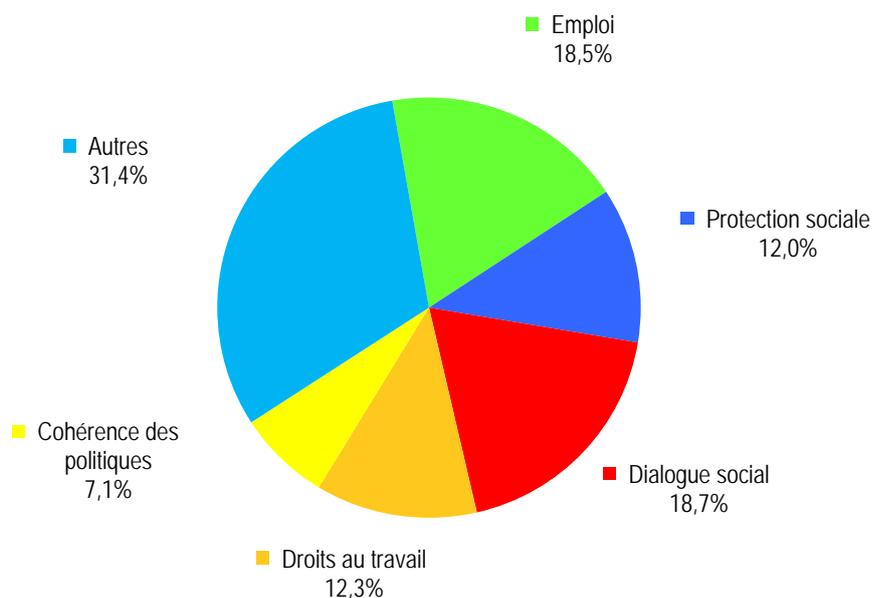
16. Le Comité de gestion des risques a suivi les principaux risques qui pourraient avoir un impact sur la capacité du Centre à atteindre les résultats fixés pour 2012. Les risques pour la continuité des activités contribuant aux principaux risques identifiés et les mesures permettant de les atténuer ont été consignés dans un registre et plan de mise en œuvre basé sur les mesures d'atténuation. Afin de refléter l'état de mise en œuvre de ces mesures, le registre fait l'objet d'une mise à jour systématique de la part des membres du Comité de gestion des risques.

ANNEXE I

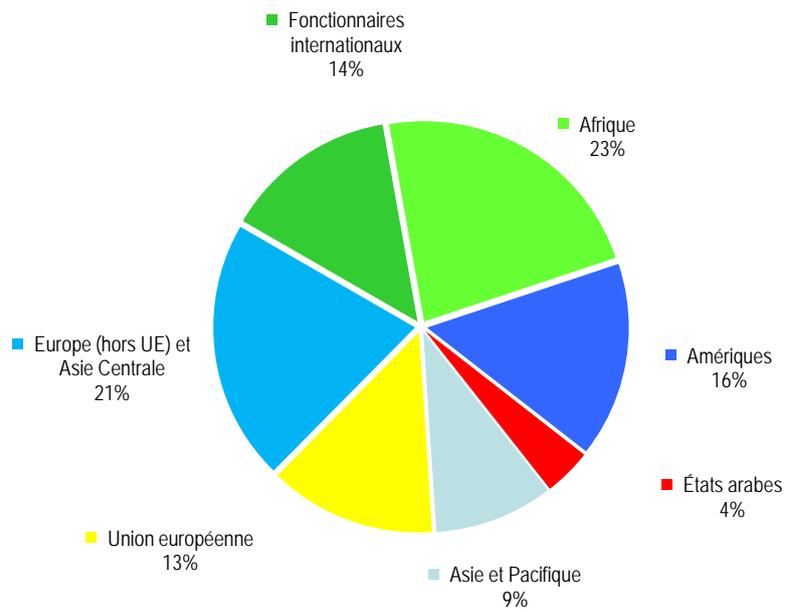
TABLEAU 1
RÉPARTITION DES ACTIVITÉS PAR TYPE DE FORMATION
 (Comparaison entre le premier semestre 2011 et le premier semestre 2012)

	2011				2012			
	Activités	Participants	Jours de formation	Jours-participant	Activités	Participants	Jours de formation	Jours-participant
Sur le campus	77	1 850	497	11 378	79	1 690	474	9 827
Mixtes	9	263	445	11 240	10	282	500	13 099
Sur le terrain	101	2 881	414	11 101	99	2 209	460	10 401
À distance	29	701	362	8 437	16	692	148	6 176
TOTAL	216	5 695	1 718	42 056	204	4 873	1 582	39 503

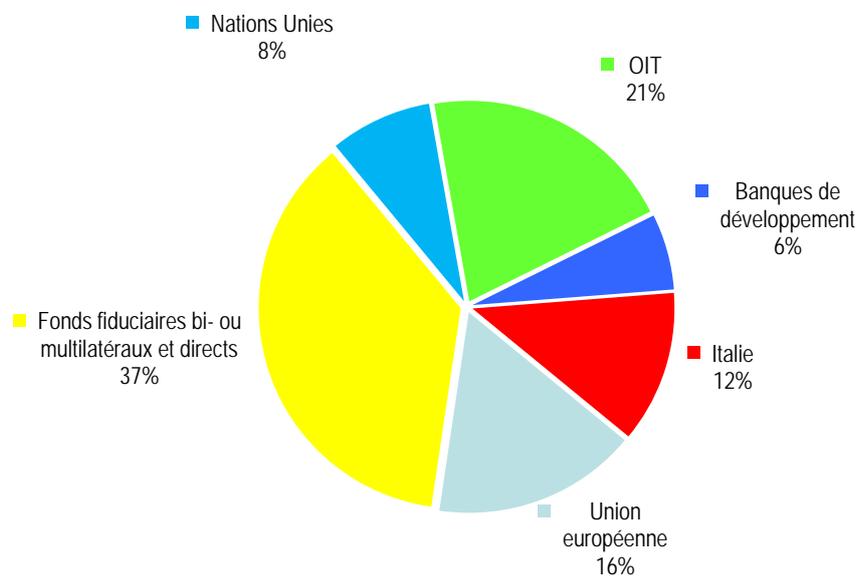
GRAPHIQUE A: REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE (au 30 juin 2012)



GRAPHIQUE B: PARTICIPANTS PAR RÉGION (au 30 juin 2012)



GRAPHIQUE C: REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS, PAR SOURCE DE FINANCEMENT, EN 2012 (prévisions)



ANNEXE II

PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER EN COURS (2012)

1. Suivant les dispositions de l'article 8 du Règlement financier du Centre, on trouvera ci-après un rapport sur l'exécution du programme et du budget pour l'exercice 2012. Comme il est de tradition, ce rapport est présenté sous forme résumée et reflète le résultat d'exploitation escompté pour l'exercice en cours, dont le Conseil a approuvé le programme et le budget à sa 73^e session tenue (novembre).¹ Il y est tenu compte de toutes les activités de formation exécutées ou en cours, et de tous les facteurs financiers connus à la fin du mois de juin 2012, ainsi que des facteurs financiers estimatifs pour le reste de l'année.
2. Les chiffres et indicateurs relatifs au programme de l'année 2012 ont été établis en juin 2012. Ces données revêtent à ce jour un caractère provisoire, un certain nombre d'activités supplémentaires pouvant encore être exécutées dans le courant de l'année, tandis que d'autres pourraient être reportées ou annulées en fonction d'événements imprévus.

Recettes

Chapitre I (contributions volontaires)

3. L'Organisation internationale du Travail a apporté en 2012 une contribution de 3 177 000 euros (4 373 500 dollars des États-Unis) aux frais d'exploitation du Centre. La contribution de l'Italie pour un montant de 7 850 000 euros a été inscrite au budget. Au moment de rédiger ce rapport, l'intégralité de la contribution avait été encaissée. La contribution du gouvernement de la France a été inscrite au budget pour un montant de 36 000 euros, couvrant les apports en espèces et la mise à disposition de jeunes experts. Au moment de rédiger ce rapport, le montant en espèces de 25 000 euros n'avait pas été encaissé. La contribution de la Région Piémont (Italie) a été inscrite au budget pour un montant de 400 000 euros. Au moment de rédiger ce rapport, cette somme avait été ramenée à 200 000 euros et n'avait pas été encaissée.
4. Le budget approuvé pour 2012 contient également une contribution de 250 000 euros du gouvernement du Portugal. Cette contribution a été versée intégralement en 2012.
5. Les recettes totales provenant des contributions volontaires prévues dans les estimations mises à jour s'élèvent à 11 513 000 euros.

Chapitre II (recettes propres et utilisation de l'excédent)

6. Le poste 21, Recettes provenant d'activités spécifiques, devrait s'élever au total à 24 450 000 euros. Ce montant englobe les activités de formation, les services de conseil et les publications.
7. Les autres recettes prévues au titre du poste 22 du budget sont estimées à 1 300 000 euros.
8. Le poste 23, utilisation de l'excédent de 2010, inclut un transfert des réserves vers les recettes d'un montant de 580 000 euros.

¹ Document CC 73/4/1.

-
9. Les recettes propres prévues pour 2012 au chapitre II du budget devraient atteindre un montant de 25 750 000 euros.

FRAIS DE PERSONNEL

10. Les frais de personnel ont été réestimés à 18 214 000 euros et se ventilent comme suit:

	Euros
Personnel inscrit au budget ordinaire	14 982 000
Personnel sur projet	3 232 000
Total	18 214 000

11. Cette estimation est inférieure de 4,3 pour cent au budget originel.

FRAIS NON AFFÉRENTS AU PERSONNEL

Frais fixes

12. Les frais fixes ont été réestimés à 6 363 000 euros et se ventilent comme suit:

	Euros
Consultants	548 000
Infrastructures	2 018 000
Sécurité	378 000
Frais généraux d'exploitation	874 000
Missions et représentation	256 000
Gouvernance	394 000
Technologies de l'information	1 546 000
Amortissement des immobilisations	349 000
Total	6 363 000

13. Cette estimation est inférieure de 3 pour cent au budget originel.

Frais variables

14. Les frais variables (hors personnel sur projet) sont estimés à 13 200 000 euros sur la base de la dernière révision du programme d'activités pour 2012. Ils se rapportent aux frais de mise en œuvre des activités spécifiques du Centre tels que les honoraires des conférenciers, le matériel didactique, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des participants, la formation extra-muros, etc., et varient en fonction du volume, du contenu ainsi que des modalités d'exécution de ces activités. Les prévisions budgétaires sont basées sur le postulat que les frais variables seraient intégralement couverts par les activités spécifiques auxquelles ils se rapportent.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

15. Les prévisions budgétaires révisées pour 2012 indiquent que les recettes atteindront 37 843 000 euros contre 37 777 000 euros de dépenses, d'où un excédent d'exploitation de 66 000 euros.

FONDS POUR L'AMÉLIORATION DU CAMPUS

16. Le solde de 837 000 euros du Fonds pour l'amélioration du campus sera reporté pour financer de futurs travaux de rénovation.

FONDS D'INNOVATION

17. Sur les 150 000 euros du Fonds d'innovation, 100 000 euros seront, comme prévu, utilisés en 2012 pour soutenir l'innovation dans la formation et l'apprentissage, et le solde de 50 000 euros sera reporté en 2013.

TABLEAU SYNOPTIQUE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2012

(en milliers d'euros)

<u>Chapitre</u>	<u>Poste</u>	<u>Titre</u>	<u>2011</u> <u>Montants</u> <u>réels</u>	<u>2012</u> <u>Budget</u> <u>approuvé</u>	<u>2012 Prévisions</u>
Partie A – RECETTES					
I	<u>Contributions volontaires</u>				
	10	Organisation internationale du Travail	2 895	3 057	3 177
	11	Gouvernement italien (ex-lege)	7 850	7 850	7 850
	12	Gouvernement français	105	36	36
	13	Région Piémont (Italie)	220	400	200
	14	Ville de Turin	-	-	-
	15	Gouvernement portugais	250	250	250
Total chapitre I			11 320	11 593	11 513
II	<u>Recettes propres</u>				
	20	Recettes provenant d'activités spécifiques	25 641	25 250	23 000
	21	Recettes provenant des publications	1 243	1 100	1 450
	22	Autres recettes	1 291	1 300	1 300
Total recettes propres			28 175	27 650	25 750
	23	Utilisation de l'excédent	416	1 000	580
Total chapitre II			28 591	28 650	26 330
Total des recettes budgétaires			39 911	40 243	37 843
Partie B – DÉPENSES					
III	Frais de personnel				
	30	Personnel inscrit au budget ordinaire	14 720	15 631	14 982
	31	Personnel sur projet	3 003	3 400	3 232
Total chapitre III			17 723	19 031	18 214
Frais non afférents au personnel					
IV	<u>Frais fixes</u>				
	40	Consultants	381	588	548
	41	Infrastructures	1 926	1 993	2 018
	42	Sécurité	342	390	378
	43	Frais généraux d'exploitation	968	906	874
	44	Missions et représentation	255	255	256
	45	Gouvernance	175	373	394
	46	Technologies de l'information	1 715	1 703	1 546
	47	Amortissement des immobilisations	449	349	349
Total chapitre IV			6 211	6 557	6 363
V	<u>Frais variables</u>				
	50	Collaborateurs externes	6 045	5 210	5 142
	51	Missions	853	840	726
	52	Frais liés aux participants	5 059	5 060	4 303
	53	Livres, matériel didactique et autres fournitures	1 122	800	954
	54	Infrastructures de formation et services hors Turin	818	830	696
	55	Autres frais variables	93	830	79
	56	Frais liés aux recettes provenant des publications	815	750	1 000
	57	Autres coûts liés aux autres recettes	225	300	300
Total chapitre V			15 030	14 620	13 200
Total des dépenses			38 964	40 208	37 777
Excédent d'exploitation (déficit)			947	35	66